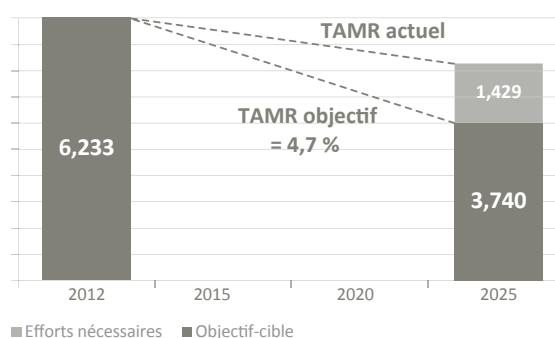


Éthiopie

Date d'adhésion :
Septembre 2010

Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 44,2 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 23,5 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	40,4 %
Faible poids à la naissance :	10,8 %
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	52,0 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	8,7 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	2,6 %
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	19,2 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Faits marquants

- En 2015, la République fédérale démocratique d'Éthiopie s'est engagée à éradiquer la sous-alimentation en 2030 avec la Déclaration Seqota.
- L'Éthiopie a développé et étendu son programme national de nutrition (PNN II 2016 - 20). Le PNN souligne le caractère multi-sectoriel de la nutrition, et définit clairement les rôles et les responsabilités de chaque secteur avec une matrice de redevabilité et de chiffrage de toutes les activités.
- L'agriculture contribuant à la nutrition est actuellement incluse dans le Programme de filets sociaux productifs (PSNP) et le Programme de croissance agricole (AGP). Les deux ont des objectifs de nutrition, les activités et les indicateurs comprennent la protection sociale et une focalisation sur la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs. La « Health Development Army » (Armée pour le développement de la santé) est une initiative dirigée par le ministère de la Santé, qui rassemble 3 millions de travailleurs de vulgarisation de première ligne qui permettent aux communautés de prendre en charge leur propre santé dès la base.



En 2015, l'Éthiopie s'est engagée à mettre fin à la sous-alimentation en 2030 avec la Déclaration Seqota.

L'Organe de coordination national de la nutrition (NNCB) est présidé par le ministre de la Santé et co-présidé par les ministres de l'Agriculture et de l'éducation. Cet organe réunit neuf ministères des différents secteurs concernés et comprend des représentants des Nations Unies (ONU), les organismes donateurs et les universités également. Il dispose en outre, d'un comité technique d'appui national de la nutrition (NNTC). L'Organe national de coordination de la nutrition prévoit d'élargir l'adhésion et développer des plateformes régionales de coordination.

L'Unité de coordination d'urgence de la nutrition, au sein du ministère de l'Agriculture, réunit les partenaires d'exécution des interventions nutritionnelles d'urgence. L'Éthiopie dispose

d'un groupe de partenaires de développement de la nutrition (NDPG) qui engage les agences des Nations Unies, les donateurs et la Société civile. Le ministère britannique pour le développement international (DFID) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance coordonnent les donateurs et la Société civile participe au NDPG et à d'autres plates-formes pertinentes.

En 2013, la Coalition de la société civile éthiopienne (CECA) est créée pour galvaniser les efforts visant à alléger le fardeau de la malnutrition. Le secteur privé a rallié son soutien à travers la Chambre de Commerce éthiopienne. Le Groupe de travail multi-acteurs pour l'enrichissement des produits alimentaires a également joué un rôle dans l'établissement de normes de qualité pour l'iodation du sel et l'enrichissement de la farine et de l'huile.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



L'Éthiopie a développé et étendu son programme national de nutrition (NNP II 2016-20).

Le NNP souligne le caractère multi-sectoriel de la nutrition et définit clairement les rôles et responsabilités de chaque secteur avec une matrice de redevabilité et de chiffrage de toutes les activités. Un certain nombre de politiques spécifiques ont trait à la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles, la supplémentation en micronutriments, le soutien nutritionnel

des personnes vivant avec le VIH / Sida et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée. La loi sur la protection de la maternité prévoit 90 jours de congé de maternité. La législation sur l'enrichissement de la farine et de l'huile est en cours. Un plan de plaidoyer pour renforcer la nutrition est en place. Les stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication existent et sont alignées avec les plans nationaux de nutrition.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Gouvernement éthiopien est déterminé à réduire la prévalence du retard de croissance de 20 % et du faible poids de 15 % d'ici 2020. Il va miser sur des systèmes de coordination multi-sectoriels existants pour accélérer l'intensification des interventions nutritionnelles avérées et le suivi des progrès à tous les niveaux. Le Programme national de nutrition II 2016 - 20 fournit le cadre pour les objectifs stratégiques et les interventions dans tous les secteurs pertinents, y compris la santé, l'agriculture, l'éducation, l'eau, le travail et les affaires sociales, les questions liées aux femmes, aux enfants et à la jeunesse. Ce programme est chiffré et comprend les détails des interventions dans des secteurs clés (sécurité alimentaire et agriculture, eau, éducation et protection sociale) et comprend également un cadre logique d'activités, un volet de gestion des risques de catastrophe et de coordination du gouvernement.

L'agriculture contribuant à la nutrition est maintenant incluse dans le programme du filet de protection sociale productive (PSNP) et le Programme de croissance de l'agriculture (AGP). Les deux ont des objectifs de nutrition, les activités et les indicateurs comprennent la protection sociale et une focalisation sur la fenêtre des 1000 jours les plus décisifs. La « Health Development Army » (Armée de développement de la santé) est une initiative dirigée par le ministère de la Santé, qui rassemble 3 millions de travailleurs de vulgarisation de première ligne permettant aux communautés de prendre en charge leur propre santé dès la base.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



L'Éthiopie a avancé dans le développement d'un système de suivi financier durable. Ce système permet d'estimer la contribution des donateurs dans des interventions clés du Programme national de nutrition et de mobiliser de nouveaux partenaires. L'information financière est disponible pour d'autres programmes sectoriels, mais elle n'est pas prise en compte par rapport au NNP.

Le défi pour l'Éthiopie consiste à améliorer l'harmonisation de l'information financière afin de s'assurer que les dépenses financières dans tous les secteurs peuvent être suivies. À cet effet, l'Éthiopie consent des efforts pour intégrer la nutrition dans les comptes nationaux de la santé (dont l'échéance est fixée à 2016). Le gouvernement continue de travailler à l'accomplissement de son engagement visant à allouer un financement national de 15 millions de dollars par an à la nutrition jusqu'en 2020.

Suivre le financement et mobiliser les ressources